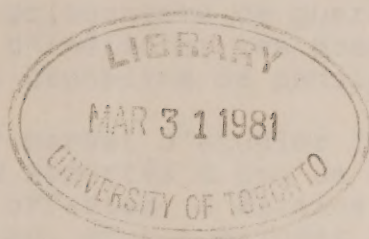


CA1  
VA1  
0003

3 1761 11635219 6

Government  
Publications



VA-3-80-DP  
AAC-3-80-DT

6 June 1980  
6 juin 1980

Discussion Paper No. 3  
Document de travail

AMENDMENT TO THE PENSION ACT AND THE COMPENSATION FOR  
FORMER PRISONERS OF WAR ACT TO PROVIDE ADDITIONAL PENSION  
BENEFITS FOR SURVIVING SPOUSES AND SURVIVING DEPENDENT  
CHILDREN OF DISABILITY PENSIONERS, AND FORMER PRISONERS OF  
WAR, AND TO PROVIDE FOR CONSEQUENTIAL AND OTHER MINOR  
AMENDMENTS TO REMOVE INEQUITIES AND IMPROVE ADMINISTRATION

MODIFICATIONS A LA LOI SUR LES PENSIONS ET A LA LOI  
D'INDEMNISATION DES ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE VISANT A  
ORDONNER DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES AU CONJOINT ET  
AUX ENFANTS A CHARGE DE PENSIONNES INVALIDES ET D'ANCIENS  
PRISONNIERS DE GUERRE DECEDES, ET A APPORTER LES  
MODIFICATIONS INEVITABLES ET AUTRES CHANGEMENTS MINEURS  
EN VUE DE SUPPRIMER LES INJUSTICES ET D'AMELIORER  
L'ADMINISTRATION DESDITES LOIS

Minister of Veterans Affairs  
ministre des Affaires des anciens combattants

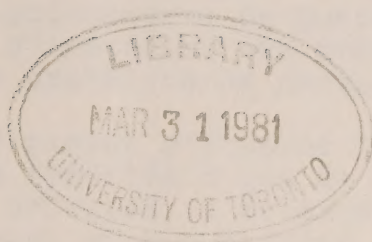






CAI  
VA 1  
-80D03

Government  
Publications



VA-3-80-DP  
AAC-3-80-DT

6 June 1980  
6 juin 1980

Discussion Paper No. 3  
Document de travail

AMENDMENT TO THE PENSION ACT AND THE COMPENSATION FOR  
FORMER PRISONERS OF WAR ACT TO PROVIDE ADDITIONAL PENSION  
BENEFITS FOR SURVIVING SPOUSES AND SURVIVING DEPENDENT  
CHILDREN OF DISABILITY PENSIONERS, AND FORMER PRISONERS OF  
WAR, AND TO PROVIDE FOR CONSEQUENTIAL AND OTHER MINOR  
AMENDMENTS TO REMOVE INEQUITIES AND IMPROVE ADMINISTRATION

---

MODIFICATIONS A LA LOI SUR LES PENSIONS ET A LA LOI  
D'INDEMNISATION DES ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE VISANT A  
ACCORDER DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES AU CONJOINT ET  
AUX ENFANTS A CHARGE DE PENSIONNES INVALIDES ET D'ANCIENS  
PRISONNIERS DE GUERRE DECEDES, ET A APPORTER LES  
MODIFICATIONS INEVITABLES ET AUTRES CHANGEMENTS MINEURS  
AFIN DE SUPPRIMER LES INJUSTICES ET D'AMELIORER  
L'ADMINISTRATION DESDITES LOIS

---

Minister of Veterans Affairs  
Le ministre des Affaires des anciens combattants



Digitized by the Internet Archive  
in 2024 with funding from  
University of Toronto



Modifications à la Loi sur les pensions et à la Loi d'indemnisation des anciens prisonniers de guerre visant à accorder des prestations supplémentaires au conjoint et aux enfants à charge de pensionnés invalides et d'anciens prisonniers de guerre décédés, et à apporter les modifications inévitables et autres changements mineurs afin de supprimer les injustices et d'améliorer l'administration desdites lois.

---

#### OBJET

Etudier la Loi sur les pensions et la Loi d'indemnisation des anciens prisonniers de guerre afin de déterminer la possibilité d'améliorer les prestations accordées à la veuve et aux orphelins de pensionnés.

L'annexe "A" permet d'étudier les changements mineurs qui peuvent être apportés à peu de frais afin d'augmenter les prestations offertes, d'éliminer l'injustice et la discrimination, et d'améliorer l'administration de ces lois.

#### FACTEURS

##### a) Pensions proportionnelles du conjoint et des enfants à charge

---

La Loi sur les pensions vise à indemniser tout membre des forces et les personnes à sa charge lorsque son invalidité ou son décès est imputable au service militaire. A l'appui de cet objectif, la loi actuelle prévoit le versement d'une pension de veuve à la veuve survivante lorsque le pensionné de guerre est décédé à la suite d'une blessure subie ou d'une affection contractée pendant son service militaire ou imputable à celui-ci, ou lorsque le décès d'un pensionné en temps de paix est survenu à la suite d'un tel service ou est directement imputable à celui-ci. La Loi prévoit également le versement d'une pension de veuve si le pensionné avait (ou aurait eu) droit de son vivant à une pension pour une invalidité estimée à 48 p. 100 ou plus. La pension d'orphelin peut être versée dans des circonstances analogues. Le montant de la pension de veuve est fixé à 75 p. 100 du montant payable à un pensionné célibataire dont l'invalidité est estimée à 100 p. 100.

Les dispositions actuelles de la Loi ont fait l'objet de critiques acerbes depuis plusieurs années à cause de la limite de 48 p. 100, en vertu de laquelle une veuve dont le conjoint était pensionné à ce taux reçoit \$554.78 par mois, tandis qu'une veuve dont le conjoint recevait une pension à l'égard d'une invalidité estimée à 47 p. 100 ne reçoit pas de pension sauf si le décès est lié au service.

C'est pourquoi on a laissé entendre que la Loi sur les pensions est en effet discriminatoire à l'égard de certaines veuves puisque seules celles dont les conjoints souffraient d'invalidité très grave reçoivent une pension. Les gouvernements antérieurs se sont penchés sur la difficulté d'accorder, dans une certaine mesure, une pension à toutes les veuves et



Amendment to the Pension Act and the Compensation for Former Prisoners of War Act to provide Additional Pension Benefits for Surviving Spouses and Surviving Dependent Children of Disability Pensioners, and Former Prisoners of War, and to provide for consequential and other minor amendments to remove inequities and improve administration

---

OBJECT

To examine the Pension Act and the Compensation for Former Prisoners of War Act to determine the possible improved benefits for surviving widows and orphans of deceased pensioners.

Annex "A" provides for an examination of minor changes which could be made at minimal cost to increase the benefits available, to remove discrimination and inequities and to improve administration.

FACTORS

a) Proportionate Pensions for Surviving Spouses and Dependent Children

The purpose of the Pension Act is to provide compensation to those members of the Forces and their dependants for disability or death which was a result of military service. In support of this objective the current legislation provides that surviving widows will receive widow's pension if the wartime pensioner died as a result of an injury or disease which was incurred during or was attributable to, military service, or if a peacetime pensioner's death arose out of or was directly connected with such service. In addition it provides that widow's pension will be payable if the pensioner was entitled, or would have been entitled to disability pension assessed at 48% or more during his lifetime. Orphan's pension is payable under similar circumstances. The amount of widow's pension is established as being 75% of the amount payable to a single pensioner whose disability is assessed at 100%.

The current legislative provisions have been severely criticized for many years because of the 48% cutoff which results in a widow whose spouse was pensioned at that rate receiving \$554.78 a month, while a widow whose spouse received pension at the 47% rate would receive no pension unless death was related to service.

Because of this it has been suggested that in effect the Pension Act discriminates against some widows because only those whose spouses were the most seriously disabled received widow's pension. Earlier governments have considered the problem of pensioning all surviving widows and orphans to some degree, but no action was taken because of the high cost which would have been involved. The last government introduced Bill C-28 in December 1979 which provided for payment of a proportionate pension to surviving widows and dependent children. A proportionate pension would be one based on 50% of the pension paid to the deceased husband at the time of his death including additional pension payable for a spouse and



orphelins, mais rien n'a été fait en ce sens à cause du coût élevé d'un pareil régime. Le dernier gouvernement a déposé le projet de Loi C-28 en décembre 1979 qui prévoyait le paiement d'une pension proportionnelle aux veuves et aux enfants à charge. Il s'agirait d'une pension fondée sur 50 p. 100 du montant de la pension versée à l'époux décédé au moment de son décès, y compris la pension supplémentaire versée à l'égard du conjoint et des enfants à charge, mais excluant l'allocation d'incapacité exceptionnelle, l'allocation pour soin et l'allocation vestimentaire. Ce projet de Loi n'a pas eu de suite à cause de la dissolution du Parlement. Cependant, un tel régime pourrait être présenté à nouveau et serait fondé sur les mêmes principes que ceux du projet de Loi C-28.

Afin d'alléger le fardeau budgétaire, un tel régime pourrait être échelonné sur plusieurs années et les conditions d'admissibilité modifiées chaque année jusqu'à ce que le régime soit entièrement mis en application. Au cours de la première année, par exemple, une pension proportionnelle pourrait être versée aux veuves des conjoints dont l'invalidité était estimée à un taux de 38 p. 100 à 47 p. 100 lors du décès et, l'année suivante, on pourrait admettre ceux dont l'invalidité était estimée de 33 p. 100 à 37 p. 100 et il y aurait une réduction de l'admissibilité au cours de chaque année subséquente.

Un tel plan comprendrait le versement d'une pension entière aux veuves des conjoints dont le décès était imputable au service militaire ou dont l'invalidité était estimée à 48 p. 100 ou plus, ainsi que le versement d'une pension moindre fondée sur une certaine proportion du montant de la pension versée aux pensionnés invalides de leur vivant, et ceux dans tous les cas où l'invalidité avait été estimée à moins de 48 p. 100.

Il semble que 1,475 veuves et 550 enfants auraient droit à des pensions proportionnelles dès la première année, en fonction du taux d'évaluation de 38 p. 100 à 47 p. 100, si un tel régime était mis en vigueur. Ces chiffres augmenteraient ensuite peu à peu jusqu'à ce que toutes les veuves et orphelins à charge reçoivent une pension en fonction du taux d'évaluation de l'invalidité à 5 p. 100 ou plus. On estime que 26,000 veuves et 10,000 enfants à charge auront éventuellement droit à une pension.

Environ 80 p. 100 de tous les pensionnés invalides sont mariés. Quelque 400 pensionnés invalides meurent chaque mois. De ce nombre, 320 laissent des personnes à charge. Les statistiques révèlent que les veuves vivent au moins sept ans de plus que leur mari. Le nombre d'enfants à charge diminuera sensiblement avec le temps. Une pension supplémentaire peut maintenant leur être versée ou être versée à leur égard jusqu'à l'âge de 17 ans, ou s'ils font des études et y accomplissent des progrès satisfaisants, la pension peut être versée jusqu'à ce qu'ils atteignent 25 ans.



dependent children, but would not include Exceptional Incapacity Allowance, Attendance Allowance or Clothing Allowance. That Bill was not proceeded with because of the dissolution of Parliament. Such a scheme could be re-introduced, on basically the same terms as contained in Bill C-28.

To lessen the budgetary impact it could be scheduled to be introduced over a period of years with a change in eligibility being made annually until the scheme is fully operational. As an example, in the first year proportionate pension could be paid to widows whose spouse's disability was assessed at from 38% to 47% at time of death and in the following year eligibility could be provided for those whose disability was at from 33% to 37% and in each succeeding year there could be a further reduction in the eligibility requirement.

Such a plan would entail payment of a full widow's pension for those whose spouse's death was attributable to military service or whose disability was assessed at 48% or more, and payment of a lesser pension based on a proportion of that paid to the disability pensioner during his lifetime, for those cases where the assessment is below 48%.

It is estimated that 1,475 widows and 550 children would be eligible for proportionate pensions in the first year if such a benefit was introduced in relation to the 38% to 47% level of assessment. These numbers would increase until all surviving widows and dependent orphan children would receive pension benefits in relation to disability assessments of 5% or more. It is estimated that there will be some 26,000 widows and 10,000 surviving children to whom benefits would eventually be payable.

Approximately 80% of all disability pensioners are married. Disability pensioners are currently dying at the rate of about 400 a month. Of these about 320 will leave surviving dependants. The widows, statistically, survive their husbands by about seven to eight years. The number of dependent children will be reduced substantially as time goes on. Additional pension may now be paid to or on their behalf to age 17, or if they are attending and making satisfactory progress in a course of instruction, pension may be authorized to age 25.

Surviving dependent children who are not now entitled to a pension are paid a bonus equivalent to the additional pension for one year at the rate payable at the time of death.

Generally speaking it has been considered that the earning capacity of a disability pensioner is not as great as it would have been had he not been disabled. On that basis he is not as able to provide for his widow and dependent children after his death as adequately as he would otherwise have been able to do.

The Pension Act provides that a surviving dependant may continue a claim for pension initiated by a member of the forces after his death, or may initiate a claim to determine whether pension should be paid at the



Les enfants à charge qui n'ont pas actuellement droit à une pension reçoivent pour une année un boni équivalent à la pension supplémentaire au taux payable au moment du décès.

De façon générale, on estime qu'un pensionné invalide ne peut gagner sa vie aussi bien que s'il ne souffrait d'aucune invalidité. Dans ce contexte, il ne peut donc prévoir pour subvenir aussi bien aux besoins de sa veuve et des enfants à sa charge après son décès.

La Loi sur les pensions stipule qu'une personne à charge peut continuer à réclamer une pension après le décès d'un pensionné lorsque celui-ci en avait fait la demande de son vivant, ou peut déposer une réclamation afin de déterminer si l'invalidité faisant l'objet de la pension devrait être estimée à 48 p. 100 ou plus. Si le régime des pensions proportionnelles est adopté, il est convenu que, bien que la personne à charge devrait être en mesure de continuer à exiger une évaluation plus élevée comme l'ancien combattant l'avait demandée avant son décès, elle ne devrait pas être autorisée à réclamer un taux plus élevé que celui payé ou à l'étude au moment du décès. Les taux sont habituellement fixés d'après les résultats d'un examen médical.

#### POSSIBILITES

##### a) Pensions proportionnelles du conjoint et des enfants à charge

Il existe trois possibilités en ce qui concerne ce genre de pensions:

i) Ne prendre aucune mesure.

Ceci permettrait de maintenir le coût des pensions au niveau prévu dans le budget. Cependant, une telle attitude risquerait de provoquer un certain mécontentement chez les anciens combattants et les organisations d'anciens combattants. En effet, ils tiennent absolument à ce que toutes les veuves et les enfants à charge des pensionnés invalides décédés reçoivent une pension sous une forme quelconque.

ii) Continuer de verser la pension complète aux veuves et la pension entière prescrite pour les enfants à charge, dans les cas où la blessure ou la maladie ayant entraînée le décès est imputable ou est survenu au cours du service en temps de guerre, ou est consécutive ou directement liée au service en temps de paix, ou encore lorsque l'invalidité du pensionné décédé était estimée à 48 p. 100 ou plus.

Autoriser le versement d'une pension proportionnelle aux veuves dont les conjoints recevaient une pension à l'égard d'une invalidité estimée à 47 p. 100 ou moins de leur vivant, en se fondant sur le fait qu'elles recevraient un pourcentage du montant complet de la pension de veuve, directement proportionnel au taux d'évaluation de l'invalidité du conjoint. Il faudrait donc également prévoir une pension semblable pour les enfants à charge. C'est exactement ce que les organisations d'anciens combattants demandent depuis quelques années.



rate of 48% or more. If proportionate pensions become available, it is considered that while surviving dependants should be able to continue a claim for a higher assessment initiated prior to death of the veteran, they should not be able to initiate a claim for a higher assessment than that in payment or under consideration at the time of death. Assessments are normally determined by medical examination.

#### ALTERNATIVES

##### a) Proportionate Pensions for Surviving Spouses and Dependent Children

Insofar as proportionate pensions to surviving widows and dependent children is concerned, there are three alternatives.

###### i) Take no action.

This would result in maintaining pension costs at the budgeted level. On the other hand it would cause dissatisfaction among veterans and veterans organizations. They are firmly committed to achieve some form of pension for surviving widows and dependent children of all disability pensioners.

###### ii) Continue to provide full widow's pension and the prescribed full pension for surviving dependent children in those cases where the injury or disease resulting in death was attributable to or was incurred during wartime service, or when it arose out of or was directly attributable to service in peacetime; or where the assessment of the deceased pensioner's disability was or should have been paid at the rate of 48% or more.

Provide pro rata pension benefits for widows whose spouses received disability pensions at the rate of 47% or less during their lifetime on the basis that they would receive a percentage of full widow's pension in direct relation to the assessment of the spouse's disability. This would also entail a pro rata pension for surviving dependent children. This is what the veterans organizations have been asking for in recent years.

This proposal would involve an annual cost of approximately \$50,000,000 in 1980 dollars rising to a cumulative total of \$312,000,000 in inflated dollars over five years. If introduced over a period of years the initial cost would be substantially less, increasing over the period of time selected until all surviving widows and dependent children were pensionable.

###### iii) Continue to provide full widow's pension and the prescribed full pension for surviving dependent children in those cases where the injury or disease resulting in death was attributable to or was incurred during wartime service, or when it arose out of or was directly attributable to service in peacetime; or where the assessment of the deceased pensioner's disability was or should have been paid at the rate of 48% or more.



Cette proposition coûterait annuellement environ \$50,000,000 en dollars de 1980 et augmenterait à un total cumulatif de \$312,000,000 au cours d'une période de cinq ans, en dollars tenant compte de l'inflation. Si la proposition était adoptée au cours d'une période de plusieurs années, le coût initial serait sensiblement moindre, et augmenterait au cours de la période déterminée jusqu'à ce que toutes les veuves et les enfants à charge obtiennent une pension.

- iii) Continuer de verser le montant complet de la pension de veuve et le montant intégral de la pension prévue à l'égard des enfants à charge lorsque la blessure ou l'affection ayant entraînée le décès est imputable au service militaire en temps de guerre ou est survenu pendant celui-ci, ou lorsqu'elle découle du service militaire en temps de paix ou lui est directement imputable; ou encore lorsque l'invalidité du pensionné décédé a été ou aurait dû être estimée à 48 p. 100 ou plus.

Etablir une pension proportionnelle des veuves et des enfants à charge pour tous les autres cas où la pension était versée du vivant de l'ancien combattant, à un taux se situant entre 5 p. 100 et 47 p. 100 inclusivement. La pension à verser devrait équivaloir à 50 p. 100 de la pension versée au pensionné décédé, y compris la pension supplémentaire à l'égard des personnes à charge au moment de son décès, mais non les allocations supplémentaires telles que l'allocation d'incapacité exceptionnelle, l'allocation pour soins ou l'allocation vestimentaire. Cette proposition est d'ailleurs contenue dans le projet de Loi C-28.

Si elle était appliquée à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1980, le coût de cette proposition serait de \$12,900,000 pour le reste de l'année financière et de \$27,900,000 en 1981-1982, en dollars tenant compte de l'inflation, jusqu'à un total cumulatif de \$143,200,000, compte tenu de l'inflation, après cinq ans. Echelonné sur certain nombre d'années, en versant d'abord des prestations aux veuves dont les époux étaient atteint d'une invalidité évaluée de 38 p. 100 à 47 p. 100 au moment de leur décès et, dans les années suivantes, à ces cas où l'invalidité a été évaluée à un degré moindre, et si l'on considère que le régime entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1980, le coût à la fin de cette année financière serait de \$1,800,000 et le coût cumulatif pour 1981-1982 en dollars tenant compte de l'inflation serait de \$7.6 millions.

#### CONSIDERATIONS FINANCIERES

- a) Pensions proportionnelles pour les veuves et les enfants à charge

Instaurer une pension proportionnelle pour les veuves et les enfants à charge au taux de 50 p. 100 de la pension d'invalidité payable aux pensionnés au moment de leur décès.



Institute a proportionate pension for widows and surviving dependent children in all other cases where pension was payable during the veteran's lifetime at rates between 5% and 47%, inclusive. The pension payable to be 50% of the pension paid to the deceased pensioner including additional pension for dependants at the time of his death, but not to include additional allowances such as Exceptional Incapacity Allowance, Attendance Allowance, or Clothing Allowance. This is the proposal which was contained in Bill C-28.

The cost of this alternative if it is effective from 1 October 1980 would be \$12,900,000 for the balance of the fiscal year, and \$27,900,000 in 1981-82 inflated dollars to a total cumulative cost of \$143,200,000 in inflated dollars at the end of five years. If introduced over a period of years with benefits being paid initially to widows whose spouse's disability was assessed at from 38% to 47% at the time of death, and in succeeding years in those cases where disability was assessed at lesser amounts, and assuming an effective date of 1 October 1980, the cost to the end of this fiscal year would be \$1.8 million, with 1981-82 inflated cumulative costs being \$7.6 million.

#### FINANCIAL CONSIDERATIONS

##### a) Proportionate Pensions for Widows and Surviving Dependent Children

To institute proportionate pension for widows and dependent children at the rate of 50% of disability pension payable to the deceased pensioner at the time of death.

(A) Based on a seven year period for full implementation and on inflated dollars. Effective date of implementation 1 October 1980, annual eligibility changes becoming effective 1 April of each succeeding year.	(B) Based on complete implementation on 1 October 1980. Costs computed in <u>inflated dollars.</u>
1980-81 \$1,800,000 1981-82 \$2,350,000 - New recipients \$5,800,000 - Annual cost \$7,600,000 - Cumulative inflated cost	\$12,900,000 \$27,900,000 (cumulative 40,800,000)
1982-83 \$5,200,000 - New recipients \$10,800,000 - Annual cost \$18,430,000 - Cumulative inflated cost	\$31,000,000 (cumulative 71,870,000)
1983-84 \$5,125,000 - New recipients \$15,550,000 - Annual cost \$34,000,000 - Cumulative inflated cost	\$34,150,000 (cumulative 106,000,000)
1984-85 \$9,200,000 - New recipients \$24,000,000 - Annual cost \$58,000,000 - Cumulative inflated cost	\$37,150,000 (cumulative 143,200,000)



(A) Basé sur une période de sept ans de mise en application générale d'un tel régime en dollars tenant compte de l'inflation. La date d'entrée en vigueur sera le 1<sup>er</sup> octobre 1980 et l'admissibilité annuelle commencerait au 1<sup>er</sup> avril de chaque année.

(B) Basé sur l'application totale d'un tel régime à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1980. Coût calculé en dollars tenant compte de l'inflation.

1980-81	\$ 1,800,000		\$12,900,000
1981-82	\$ 2,350,000	- Nouveaux prestataires	\$27,900,000 (cumulatif 40,800,000)
	\$ 5,800,000	- Coût annuel	
	\$ 7,600,000	- Coût cumulé en tenant compte de l'inflation	
1982-83	\$ 5,200,000	- Nouveaux prestataires	\$31,000,000 (cumulatif 71,870,000)
	\$ 10,800,000	- Coût annuel	
	\$ 18,430,000	- Coût cumulé en tenant compte de l'inflation	
1983-84	\$ 5,125,000	- Nouveaux prestataires	\$34,150,000 (cumulatif 106,000,000)
	\$ 15,550,000	- Coût annuel	
	\$ 34,000,000	- Coût cumulé en tenant compte de l'inflation	
1984-85	\$ 9,200,000	- Nouveaux prestataires	\$37,150,000 (cumulatif 143,200,000)
	\$ 24,000,000	- Coût annuel	
	\$ 58,000,000	- Coût cumulé en tenant compte de l'inflation	
1985-86	\$ 8,000,000	- Nouveaux prestataires	
	\$ 30,700,000	- Coût annuel	
	\$ 88,700,000	- Coût cumulé en tenant compte de l'inflation	
1986-87	\$ 14,275,000	- Nouveaux prestataires	
	\$ 43,200,000	- Coût annuel	
	\$ 131,900,000	- Coût cumulé en tenant compte de l'inflation	

A la fin de cinq ans, le coût annuel serait de \$24 millions tandis que le coût total cumulé serait de \$58 millions pour la proposition "A" comparativement à \$143,200,000 pour la proposition "B". La contrepartie de ces chiffres serait une réduction de \$2,600,000 en ce qui concerne la proposition "A" ou de \$9,500,000 pour ce qui est de la proposition "B" dans le montant cumulé des allocations aux anciens combattants qui autrement aurait été payable au cours de cette période.



VA-3-80-DP

1985-86 \$8,000,000 - New recipients  
\$30,700,000 - Annual cost  
\$88,700,000 - Cumulative inflated cost

1986-87 \$14,275,000 - New recipients  
\$43,200,000 - Annual cost  
\$131,900,000 - Cumulative inflated cost

At the end of five years the annual cost would be \$24,000,000 while the cumulative total cost would be \$58,000,000 for proposal "A" vs \$143,200,000 for proposal "B". Offsetting these figures would be a reduction of \$2,600,000 with respect to proposal "A" or \$9,500,000 with respect to proposal "B" in the cumulative amount of War Veterans Allowance which would otherwise have been payable during that period.

#### FEDERAL PROVINCIAL RELATIONS CONSIDERATIONS

Not applicable.

#### OTHER CONSIDERATIONS

The question of proportionate pensions for widows and dependent children has been active for many years, but was not accepted by the government when formerly in power because of the high cost. The alternative now for consideration would reintroduce a much less costly scheme which, while it will not give as great a benefit, will ensure that widows of all disability pensioners receive a proportion of their spouse's pension in recognition of the fact that she shared in the problems created by his disability. It is similar to the scheme proposed in Bill C-28. A probable area of criticism would relate to the suggestion to phase in the pension over a period of 7 years. Those whose spouses were the most seriously disabled and who received pensions at the higher levels below 48% would receive the benefits in the first years. Those whose spouses received pensions at the lower levels will start to receive pension in later years. This could be the cause of some complaint, particularly as it relates to widows of W.W.I pensioners, a substantial percentage of whom will not survive long enough to derive any benefit from the change.

#### INTERDEPARTMENTAL CONSULTATION

These proposals have been discussed at the official level with Treasury Board officials.

#### PUBLIC INFORMATION CONSIDERATIONS

There is a strong public relations consideration. There are approximately 750,000 veterans living in Canada and they and their dependants are directly concerned. The provision of pensions for all widows of disability pensioners has been the first priority of all veterans organizations. The announcement of such a benefit would be seen and be interpreted as strong evidence that the government has concern for the welfare of veterans and their dependants. See outline public relations plan at Annex B.



## CONSIDERATIONS SUR LES RELATIONS FEDERALES-PROVINCIALES

Sans objet.

### AUTRES CONSIDERATIONS

On discute depuis plusieurs années du versement de pensions proportionnelles aux veuves et aux enfants à charge, mais l'idée n'a pas été approuvée par l'ancien gouvernement à cause de son coût élevé. La solution maintenant proposée serait de présenter à nouveau un programme d'un coût beaucoup moins élevé et qui, sans être aussi avantageux, permettrait aux veuves de tous les pensionnés invalides de recevoir une partie de la pension de leur conjoint en reconnaissance du fait qu'elles ont aussi souffert des problèmes causés par l'invalidité de leur conjoint. Cette proposition est d'ailleurs identique à celle présentée dans le projet de Loi C-28. On pourrait critiquer le fait que l'on songe à échelonner le régime sur une période de sept ans. Les veuves des anciens combattants qui souffraient d'une invalidité plus grave et qui recevaient une pension à l'égard d'une invalidité estimée à près de 48 p. 100 recevraient les prestations dès la première année. Les veuves des pensionnés qui recevaient des pensions à l'égard d'une invalidité estimée à un taux moindre recevraient une pension quelques années plus tard. Ce régime pourrait donner lieu à quelques plaintes, particulièrement au sujet des veuves de pensionnés de la Première Guerre mondiale dont un pourcentage important ne survivront pas assez longtemps pour bénéficier d'un avantage quelconque du nouveau régime.

### CONSULTATION INTERMINISTERIELLE

On a discuté de cette proposition avec le représentant du Conseil du Trésor.

### CONSIDERATIONS SUR L'INFORMATION DU PUBLIC

Les relations publiques revêtent une importance capitale. Environ 750,000 anciens combattants vivent au Canada, et eux-mêmes ainsi que les personnes à leur charge sont directement touchés. Les organisations d'anciens combattants ont toujours accordé la priorité à ce que toutes les veuves de pensionnés invalides reçoivent une pension. L'annonce d'un semblable avantage inciterait fortement le public à croire que le gouvernement s'occupe du bien-être des anciens combattants et des personnes à leur charge. Voir l'exposé du programme de relations publiques à l'annexe B.

### RECAPITULATION

Des pensions sont accordées aux anciens combattants et aux personnes à leur charge, à titre de droit, lorsque l'invalidité ou le décès est imputable au service en temps de guerre ou est survenu(e) pendant celui-ci. En ce qui concerne le personnel de service en temps de paix, l'invalidité ou le décès doit découler du service militaire ou y être directement lié(e).

Des pensions sont versées aux veuves et aux enfants à charge lorsque le décès est survenu dans les circonstances



### RECAPITULATION

Pensions are paid to veterans and their dependants as of right, when disability or death has been attributable to or incurred during wartime service. For peacetime service personnel, the disability or death must have arisen out of or been directly connected with military service.

Pensions to widows and dependent children are paid when death occurred under circumstances described above or when the pensioner's disability was assessed, or should have been assessed during his lifetime at 48% or more.

A decision is now required as to whether pensions should be paid to surviving widows and dependent children in respect of pensioners whose disability was assessed at 47% or less, and if so, whether such pension should be paid to the widow on the basis of being 50 per cent of the pension paid to the disability pensioner and be introduced over a period of years.

There are a number of other Acts and Orders such as the Civilian War Pensions and Allowances Act, the R.C.M.P. Superannuation Act and the Flying Accidents Compensation Order which require that pension be paid in accordance with the rates and conditions established in the Pension Act. The additional costs related to these other Acts and Orders are incorporated in the figures quoted herein. Because prisoner of war compensation is tied to the Pension Act, any change or financial benefits in the one Act would need to be reflected in the other.

  
Minister of Veterans Affairs



AAC-3-80-DT

décrites ci-dessus ou lorsque l'invalidité du pensionné a ou aurait dû être estimée, de son vivant, à 48 p. 100 ou plus.

On doit maintenant décider s'il faut ou non verser une pension aux veuves et aux enfants à charge des pensionnés décédés dont l'invalidité a été estimée à 47 p. 100 ou moins et, dans le cas d'une décision affirmative, si la pension doit être versée à la veuve à raison de 50 p. 100 de la pension versée au pensionné invalide et selon un régime réparti sur plusieurs années.

Plusieurs autres lois et ordonnances, dont la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, la Loi sur les pensions de la GRC et le règlement sur l'indemnisation en cas d'accident d'aviation, stipulent que la pension doit être versée conformément aux taux et aux conditions stipulées dans la Loi sur les pensions. Les coûts supplémentaires liés à ces autres lois et ordonnances sont inclus dans les chiffres cités dans le présent document. La Loi d'indemnisation des prisonniers de guerre étant liée à la Loi sur les pensions, toute modification des avantages financiers dans une Loi doit immanquablement être reflétée dans l'autre.



Le ministre des Affaires des anciens combattants



- 15 -

BACKGROUND

The Pension Act last received a major amendment in 1971. In succeeding years there have been minor administrative amendments but there has not been any major revision other than those relating to rate changes. The additional items outlined below identify a number of inequities and administrative defects in the current legislation which warrant corrective action.

a) Payment of Pension to end of Month in which Death Occurs and Payment of monthly balance to the Pensioners Estate

The Pension Act provides that pensions and allowances be paid to the day of death except in those instances where there is a surviving widow, dependent child or parent on whose behalf additional pension was being paid, in which case pension is paid to the end of the month in which death occurred. There is an exception with respect to Attendance Allowance which may be paid for one month following the date of death in respect of a single or married disability pensioner.

In all present cases, any pension or allowance, or balance of pension or allowance, whether unpaid or held in trust by the Canadian Pension Commission or the Department of Veterans Affairs, due to a deceased pensioner at the time of death does not form part of his or her estate. The Commission must in each instance investigate and make a determination of whether that balance should be paid out. In the cases of surviving widows and dependent children, payment is authorized almost automatically, but in other instances it must determine whether a claimant maintained or had been maintained by the pensioner, or whether the claimant contributed to the last sickness and burial costs or whether there was some other legitimate claim. There are many instances where non-dependent children or other relatives or friends pay burial costs and/or have helped look after the deceased pensioner in his or her lifetime. The requirement for a decision in each case is time-consuming and frequently results in delays in being able to probate an estate. The individual amounts involved are usually relatively small averaging something less than \$150 per claim.

Payment of pension and allowances to the last day of the month in which death occurs, and the payment of the monthly pension cheques to the estate of the deceased pensioner would improve the administration, reduce criticism and provide a better service to surviving dependants and other heirs of the deceased pensioner. Survivors and their solicitors find it hard to rationalize the reasoning which allows such payments to be made in respect of old age pensioners and Canada Pension Plan recipients, but not pensioners under the Pension Act.

There are instances when relatively large sums are held in trust for some pensioners, usually unmarried veterans who have been hospitalized for years because of mental incompetence. These sums do not form part



## HISTORIQUE

La Loi sur les pensions a été modifiée en profondeur pour la dernière fois en 1971. Dans les années subséquentes, il y a eu des modifications administratives mineures mais la Loi n'a subi aucune révision importante à part les modifications concernant les taux de pension. Les paragraphes ci-dessous portent sur un certain nombre d'injustices et d'imperfections administratives dans la loi actuelle qui méritent d'être corrigées.

a) Versement de la pension jusqu'à la fin du mois du décès et versement du solde mensuel à la succession

La Loi sur les pensions stipule que les pensions et allocations doivent être payées jusqu'au jour du décès, sauf lorsque le pensionné laisse une veuve, un enfant ou un parent à charge à l'égard duquel il recevait une pension supplémentaire. Dans ce cas, la pension est versée jusqu'à la fin du mois de décès. Il y a une exception en ce qui concerne l'allocation pour soins, qui peut-être versée pendant un mois après la date du décès d'un pensionné invalide, célibataire ou marié.

Dans tous les cas actuels, toute pension ou allocation ou reliquat d'une telle pension ou allocation, impayé ou confié à la garde de la Commission canadienne des pensions ou du ministère des Affaires des anciens combattants et dû à un pensionné au moment de son décès ne fait pas partie de la succession. La Commission doit chaque fois faire enquête et déterminer si le solde devrait être versé. En ce qui concerne les veuves et les enfants à charge, ce paiement est autorisé presque automatiquement, mais dans tout autre cas, il faut déterminer si le requérant subvenait aux besoins du pensionné ou était entretenu par lui, si le requérant a payé une partie des frais occasionnés par la dernière maladie et l'inhumation ou si une autre demande légitime a été déposée. On peut citer plusieurs cas où des enfants qui ne sont pas à charge ou encore d'autres proches parents ou amis ont payé les frais d'inhumation et (ou) ont pris soin du (de la) pensionné(e) de son vivant. Il faut dans chaque cas beaucoup de temps pour rendre une décision, ce qui retarde fréquemment le règlement de la succession. Les sommes individuelles en cause sont généralement peu élevées et équivalent en moyenne à moins de \$150 par demande.

Le paiement des pensions et allocations jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel est survenu le décès, et le versement du dernier chèque de pension mensuelle à la succession du pensionné décédé permettraient une meilleure administration, une diminution des critiques et la prestation de meilleurs services aux personnes à charge ainsi qu'aux autres héritiers du pensionné décédé. Les survivants et leurs avocats trouvent difficilement la logique dans le raisonnement qui permet de faire de tels paiements à l'égard des personnes qui reçoivent une pension de vieillesse et des bénéficiaires du Régime de pension du



- 17 -

of the estate but the Canadian Pension Commission has discretion on whether it may pay out all or a portion of these funds after death. Normally, some of this is paid out to surviving close relatives if they have shown interest or kindnesses to the veteran or have helped him in any way. The original theory was that the pension was paid for the disability the veteran suffered, but that if he or his dependants could not use it, someone else should not make a profit out of his suffering unless there was some reason for special consideration. This discretion of the Commission should not be changed.

b) Continuation of Claim for Allowances After Death

When the Pension Act was amended in 1971, it was provided that if an applicant for a disability pension died before the decision was reached, the claim could be continued by his surviving spouse or dependent children and any benefits accruing to the time of death could be paid to them. Presumably by oversight such a provision was not made with respect to allowances for exceptional incapacity, attendance and clothing. To receive either of the first two allowances, a pensioner must be 100% incapacitated in addition to meeting other qualifications, and for clothing allowances his disability must be such as to cause excessive wear and tear or soiling of clothing, or he may need specially made clothing. While one or more of these allowances are being paid in some 9,000 cases it is estimated there would be no more than 20 cases a year where a claim for such a benefit would not be completed during the applicant's lifetime.

c) Consequential Awards

The Pension Act requires that a member of the forces be in receipt of a pension for a disability as a prerequisite for a consequential award. There are times when there is no residual disability from the primary pensioned condition and no pension is therefore paid. Nevertheless, other disabilities can develop as a consequence of the pensioned disability.

The present legislation precludes payment of pension for the consequential disability although it may be a significant disability. An example would be pensioned pleurisy which has been cleared up with modern drugs so that no disability remains, but the aftereffect of the drugs in themselves causes a disability which should be pensionable on a consequential basis.

It is estimated that there may be 10 or 12 cases a year where pension could be awarded on a consequential basis, if the legislation did not preclude such an award of pension.

d) Equality of Status

The Pension Act requires that pension be stopped for a widowed mother if she remarries or lives with any man in the relationship of husband and wife without being married to him, and it provides that upon remarriage she receive a gratuity equivalent to one year of pension as a final payment. As written, the Act did not contemplate such restrictions for dependent



- 18 -

Canada et non à l'égard des personnes qui reçoivent une pension en vertu des dispositions de la Loi sur les pensions.

Dans certain cas, des sommes assez importantes sont détenues en fiducie pour le compte de certains pensionnés, d'ordinaire des anciens combattants célibataires hospitalisés depuis des années en raison d'incapacité mentale. Ces sommes ne font pas partie de la succession, mais c'est la Commission canadienne des pensions qui doit décider si elle doit verser toute la somme ou une partie seulement après le décès. Une partie de cette somme est habituellement versée aux proches parents s'ils ont manifesté de l'intérêt ou de l'affection envers l'ancien combattant ou l'ont aidé de quelque façon que ce soit. Il était d'abord entendu que la pension était versée à l'égard de l'invalidité de l'ancien combattant mais si lui-même et les personnes à sa charge ne pouvaient en faire usage, personne ne devrait tirer profit des souffrances de l'ancien combattant, sauf pour une raison spéciale. L'autorité de la Commission en cette matière ne devrait aucunement être modifiée.

b) Maintien d'une demande d'allocation après le décès

Lorsque la Loi sur les pensions a été modifiée en 1971, on a stipulé que si une personne ayant présenté une demande de pension à l'égard d'une invalidité décédait avant qu'une décision n'ait été rendue, l'étude de la demande pouvait être poursuivie au nom du conjoint ou des enfants à charge et toute prestation acquise au moment du décès, leur être versée. Par inadvertance sans doute, on a omis de stipuler la même chose à l'égard des allocations d'incapacité exceptionnelle, pour soins et d'allocation vestimentaire. Afin de recevoir l'une ou l'autre des deux premières allocations, un pensionné doit être atteint d'une invalidité estimée à 100% et doit en outre satisfaire à d'autres exigences. Quand à l'allocation vestimentaire, son invalidité doit être telle qu'il puisse justifier l'usure ou le salissage excessif ou la confection spéciale de vêtement. Bien qu'une ou plusieurs de ces allocations soient versées dans près de 9,000 cas, on estime que dans 20 cas seulement par année, une seule demande ne pourrait être réglée du vivant du requérant.

c) Compensation à l'égard d'une invalidité secondaire

La Loi sur les pensions exige qu'un membre des forces reçoive une pension à l'égard d'une invalidité avant de pouvoir bénéficier d'une compensation à l'égard d'une invalidité secondaire. Il arrive quelquefois qu'aucune invalidité ne découle de la première affection faisant l'objet d'une pension et aucune pension n'est alors accordée. D'autres invalidités peuvent néanmoins être causées par une invalidité faisant l'objet d'une pension.



- 19 -

fathers, but to provide equality of status they would have to be treated similarly. The original theory was that if the mother remarried she would no longer be dependent on her deceased son. It is, however, conceivable that even with remarriage or a common-law relationship she may still be in a dependent condition. It is therefore considered that such pension not be automatically suspended on remarriage or on the establishment of a common-law relationship, but that the Commission exercise its discretion as to whether such pension should be continued, and at what rate, on the basis of dependency, as is now the case for the original award. In cases of remarriage a payment of one year's pension is made but if pension is continued on remarriage the payment should not be made. In any event, widowed mothers and widower fathers should be similarly treated. It is estimated that there may be three to five such cases a year.

e) Pension "In Lieu of Widow or Spouse"

The Pension Act presently provides that after the death of a widow who had been in receipt of pension, the pension may be continued if there is a minor child or children in respect of whom pension is being paid and if there is a daughter or someone capable of assuming and who does assume the household duties and care of the child or children. This discriminates against surviving children when a member of the forces and his spouse die at or about the same time and the interval between deaths does not permit an award and payment to the widow. To avoid discrimination the benefit should be provided in the same manner as if the spouse lived. It is even more important in these circumstances that the family be held together. It is estimated that there would not be more than one claim in five years where the equivalent of widow's pension would become payable to a competent person who would assume the household duties and care of surviving children, because of the death of the widow before she was able to register a claim for pension or before the claim could be processed.

The Pension Act presently provides that where pension has been awarded to a child or children of a member of the forces who was a widower and during his lifetime maintained an establishment for such child or children a widow's pension may at the discretion of the Commission be paid to a daughter or other competent person who assumes the household duties and care of the child or children. This discriminates against the children of the deceased pensioner who may have been divorced, but maintained an establishment for his children. To avoid discrimination, such an award should be payable at the discretion of the Commission with respect to widowers, divorced pensioners or other instances where additional pension was withheld on behalf of a spouse in accordance with recommendation (g) following, but where the deceased pensioner maintained an establishment for his children.

Similarly the current legislation provides that after the death of a spouse of a pensioner pensioned for a disability, or the dissolution of the marriage, additional pension "in lieu of spouse" may be awarded

- 20 -

La loi actuelle interdit tout versement d'une pension à l'égard d'une invalidité secondaire même s'il s'agit d'une invalidité grave. On pourrait citer en exemple un cas de pleurésie faisant l'objet d'une pension, que l'on a réussi à guérir complètement à l'aide de médicaments modernes de façon qu'il ne reste plus aucune trace de la maladie, mais les effets secondaires des médicaments ont eux-mêmes provoqué une invalidité à l'égard de laquelle une compensation pour une invalidité secondaire devrait être accordée.

On estime qu'une pension à l'égard d'une invalidité secondaire pourrait être accordée à quelque 10 ou 12 personnes par année si la Loi n'interdisait pas l'octroi d'une telle pension.

d) Egalité des statuts

La Loi sur les pensions stipule que le versement d'une pension à une mère veuve doit être interrompu si elle se remarie ou si elle vit avec un homme sans l'épouser mais comme s'ils étaient mariés, et prévoit également que lorsqu'elle se remarie, la veuve doit recevoir, à titre de paiement définitif, une somme égale à un an de pension. Telle que rédigée, la Loi n'a pas prévu de semblables restrictions à l'égard des pères à charge mais le père et la mère devraient être traités de la même façon afin de conserver leur égalité de statuts. Il était d'abord entendu que si la mère se remariait, elle ne serait plus à la charge de son fils décédé. Il est cependant concevable que même si la veuve se remarie ou devient l'épouse de droit commun d'un autre homme, elle soit quand même dans le besoin. On envisage donc la possibilité qu'une telle pension ne soit pas automatiquement suspendue en cas de remariage ou de cohabitation de droit commun, mais que la Commission décide elle-même si elle doit continuer à verser la pension et à quel taux, en invoquant une situation d'indigence comme c'est actuellement le cas pour la première compensation. Une somme équivalente à un an de pension est versée en cas de remariage, mais un tel paiement ne doit pas être effectué lorsque le versement de la pension se poursuit après le remariage. De toute façon, les mères veuves et les pères veufs doivent être traités également. On estime qu'il se présente de trois à cinq de ces cas par an.

e) Pension "à titre de veuve ou de conjoint"

La Loi sur les pensions stipule actuellement qu'après le décès d'une veuve qui recevait une pension, le versement de ladite pension peut se poursuivre lorsqu'une pension est versée à l'égard d'un ou de plusieurs enfants mineurs, et si une fille ou quelqu'un d'autre est en mesure de s'occuper et s'occupe effectivement du foyer et de l'enfant (des enfants). Cette façon de faire est injuste à l'égard des enfants survivants lorsqu'un membre des forces et son conjoint meurent en même temps ou à peu près au même moment, et que l'intervalle entre les décès ne



- 21 -

to a competent person under terms similar to those stated above. Such an award should also be available in cases where there has been a separation.

It is estimated that there would not be more than one such claim in five years.

f) Leave Without Pay

No pension may be paid to or in respect of a member of the forces whose disability or death relates to a period of time he was on leave without pay unless the disability or death was related to military service. Leave without pay was granted officially, and during wartime was usually in connection with farm work or some other purpose connected with the war effort.

The Pension Act permits pension to be paid under certain circumstances to or in respect of a member of the forces whose disability relates to misconduct which may include a time he was absent without leave. The anomaly is that the person officially granted leave shall not be pensioned, but the one who was absent without leave may be pensioned if he is in a dependent condition.

g) Payment of Additional Pension

Prior to 1971 the Canadian Pension Commission had the authority to refuse additional pension for a spouse if the pensioner and his spouse did not live together or if he did not maintain her. The Pension Act was amended at that time to authorize the Canadian Pension Commission to make payment of a portion of a pensioner's pension directly to any dependant that a pensioner is required by an order of a court to maintain. Unfortunately the fact was lost sight of that there are many separated couples for whom no Court Order exists relating to the maintenance of a spouse. In numerous such cases the spouse makes no demands on the pensioner who is then in the position where he receives additional pension because he is married and gives none of this additional pension to his spouse. In effect he makes a profit from the government because he is separated from his spouse while drawing additional pension because he is married. A similar situation exists with respect to children who neither live with him nor are maintained by him.

If the Canadian Pension Commission had the discretion to not award additional pension when a disability pensioner neither lives with nor contributes to the maintenance of his dependants there would be a small annual saving. The number of such cases appearing annually where a claim is made for additional pension for a spouse or dependent children who are not living with the pensioner or being maintained by him would be minimal.

- 22 -

suffit pas à autoriser l'octroi d'une pension à la veuve. Afin d'éviter toute discrimination, la prestation devrait être octroyée comme si le conjoint vivait encore. Dans de semblables circonstances, l'unité familiale revêt une importance accrue. On estime qu'en cinq ans, il ne surviendrait qu'un seul cas où un montant équivalent à la pension de veuve serait payable à une personne compétente qui s'occuperait du foyer et des enfants survivants parce que la veuve est décédée avant d'avoir pu demander une pension ou avant que l'on ait pu étudier la demande.

La Loi sur les pensions prévoit actuellement que lorsqu'une pension a été accordée à l'égard d'un enfant ou des enfants d'un membre des forces qui était veuf et qui, de son vivant, assurait un foyer à son enfant ou à ses enfants, la Commission peut, à sa discrétion, verser une pension de veuve à une fille du pensionné ou toute autre personne compétente qui s'occuperait du foyer et de l'enfant ou des enfants. Cette façon de faire est injuste à l'égard des enfants d'un pensionné décédé qui aurait été divorcé, mais a assuré un foyer à ses enfants. Pour éviter toute discrimination, une telle prestation à l'égard des veufs, des pensionnés divorcés ou autres personnes doit être payable à la discrétion de la Commission si une pension supplémentaire n'a pas été versée à l'égard d'un conjoint, conformément à la recommandation suivante (g) où le pensionné décédé a assuré un foyer à ses enfants.

En outre, la Loi actuelle prévoit également qu'après le décès du conjoint d'un pensionné qui touche une pension d'invalidité, ou la dissolution de son mariage, une pension supplémentaire "à titre de conjoint peut être octroyée à une personne compétente dans les mêmes conditions que celles mentionnées au paragraphe précédent. Une telle prestation doit être également disponible dans les cas où il y a eu une séparation.

On estime qu'il y aurait seulement une seule demande de ce genre dans l'espace de cinq ans.

f) Congé sans solde

Aucune pension ne peut être versée à un membre des forces - ou en son nom - dont l'invalidité ou le décès est liée à une période pendant laquelle il était en congé sans solde sauf si l'invalidité ou le décès est lié au service militaire. Le congé sans solde était officiellement accordé, et était habituellement lié, en temps de guerre, à du travail agricole ou à tout autre travail lié à l'effort de guerre.

La Loi sur les pensions autorise dans certains cas, le versement d'une pension à un membre des forces - ou en son nom - dont l'invalidité est liée à une période de mauvaise conduite pendant laquelle il a pu s'absenter sans obtenir un congé. Il existe ici une anomalie: la personne qui a pris un congé autorisé ne recevra



- 23 -

h) Pensionability of Remarried Widow

The Pension Act provides for reinstatement of a widow's pension after remarriage, under certain circumstances, if she had been in receipt of such pension at the time of marriage. If she remarried after applying, but before pension had been awarded to her, she is precluded from being considered for widow's pension on the dissolution of this subsequent marriage. This can cause hardship to the widow who may remarry hastily, and place her in the position where she cannot afford to consider dissolution of the marriage. It would be equitable to allow her to apply for widow's pension after dissolution of her subsequent marriage and pension should be available to her on the same basis as it would have been, had she been in receipt of pension which had been stopped because of remarriage, i.e. at the discretion of the Canadian Pension Commission if she was left in a dependent condition as a result of the death of her husband after five years of remarriage, or through divorce or judicial separation at any time; or if death occurred within five years of the subsequent marriage, pension would be instituted at a rate determined by the Commission, based on dependency.

It is estimated that there may be two claims a year where pension could be made available to a remarried widow under the above circumstances.

i) Reimbursement of Provincial Social Assistance Paid During a Period of Pensionability, but before pension awarded

There is always a delay factor involved between the time an application is made for disability or death benefits under the Pension Act and the award and payment which may range from a month to five years. There are times when applicants apply for and receive social assistance through Provincial sources in that period. When the pension award is made it invariably includes a period of retroactivity. As a result, Provincial authorities have indicated in some cases that social assistance would not have been paid had the pension been in payment during the period of social assistance and have asked that consideration be given to reimbursing them for social assistance payments which would not have been made had the pension been paid during the period of time for which it is retroactively awarded. At the present time War Veterans Allowance payments made prior to an award of pension or an increase in pension are recovered from the retroactive portion of a pension award. The consent of the pensioner is not required.

The Pension Act could be amended to provide that social assistance payments made by a provincial authority be reimbursed from a retroactive pension or retroactive increase in pension, providing that the consent of the pensioner is obtained as a prerequisite to such payment. Any such payment should take precedence over any similar type payment payable in

- 24 -

aucune pension tandis que celle qui s'est absentée sans obtenir de congé pourra recevoir une pension s'il se trouve à la charge de quelqu'un.

g) Supplément de pension

Avant 1971, la Commission canadienne des pensions pouvait refuser l'octroi d'un supplément de pension à l'égard d'un conjoint si le pensionné ne vivait pas avec son conjoint ou ne subvenait pas à ses besoins. La Loi sur les pensions fut alors modifiée de façon à autoriser la Commission canadienne des pensions à verser une partie de la pension d'un pensionné directement à la personne à charge aux besoins de laquelle le pensionné doit subvenir en vertu de l'ordonnance d'un tribunal. On a cependant oublié qu'il existe plusieurs couples séparés à l'égard desquels aucune ordonnance d'un tribunal n'a été rendue en ce qui concerne l'entretien d'un conjoint. Dans plusieurs de ces cas, le conjoint ne demande rien au pensionné, qui reçoit alors un supplément parce qu'il est marié et n'en donne pas une parcelle à son conjoint. Il profite alors des "largesses du gouvernement" parce qu'il est séparé de son conjoint et reçoit en même temps un supplément parce qu'il est marié. La situation est semblable en ce qui a trait aux enfants qui ne vivent pas avec le pensionné ou ne sont pas entretenus par ce dernier.

Si la Commission canadienne des pensions n'accordait pas de supplément lorsqu'un pensionné invalide ne vit pas avec les personnes à sa charge et ne subvient pas à leurs besoins, il serait possible de réaliser tous les ans quelques économies. Il n'y aurait annuellement que peu de cas de demande de supplément à l'égard d'un conjoint ou d'enfants à charge qui ne vivent pas avec le pensionné ou ne sont pas entretenus par ce dernier.

h) Droit à pension d'une veuve remariée

La Loi sur les pensions permet de reprendre, dans certains cas, le versement d'une pension à une veuve après son remariage si celle-ci recevait cette pension lors de son mariage. Si elle s'est remariée après avoir présentée sa demande mais avant que la pension ne lui fut accordée, elle ne peut recevoir de pension de veuve une fois ce second mariage dissout. Ceci peut causer des difficultés à la veuve qui se remarie rapidement, et la placer dans un état tel qu'elle ne peut envisager la dissolution du mariage. Il serait équitable de l'autoriser à demander une pension de veuve une fois le second mariage dissout, et la pension devrait lui être accordée pour les mêmes raisons si elle recevait une pension qui fut interrompue à cause de son remariage, par exemple: à la discrétion de la Commission canadienne des pensions, si elle se trouvait dans un état de dépendance à cause du décès de son époux, cinq ans après s'être remariée, ou en raison d'un divorce ou d'une séparation légale, en tout temps; ou encore si un décès survenait moins de cinq ans après le remariage, la pension serait accordée à un taux fixé par la Commission, selon le degré de dépendance.



- 25 -

relation to paid War Veterans Allowance. Such action would not deprive a pensioner of any right, but would assist in paying a possible significant debt to a province.

j) Anomaly with Respect to Pensionability of Children

The Pension Act now provides in Subsection 25(3) for certain restrictions with respect to pension benefits for adopted children. It requires that pension not be paid on their behalf until a final adoption order is made and that payments may only date from a period of twelve months prior to the date of the adoption order. The Act also provides that the Commission may, in its discretion, award a pension in respect of any child entitled to be maintained by the pensioner.

When the legislation was originally written it included only legitimate children. With legislative changes over the years, the definition of child now includes legitimate, illegitimate, adopted, step and foster children.

As a result, the present Subsection 25(4) provides the Commission with all the authority needed and Subsection 25(3) has become redundant except that it restricts the period of retroactivity of pension for an adopted child which is not so restricted for step, illegitimate or foster children.

Consideration should be given to deleting Subsection 25(3) from the Pension Act. This will result in the Commission having full discretionary authority to award pension in respect of any child entitled to be maintained by the pensioner. This includes legitimate, adopted, step, foster and illegitimate children.

k) Repayment of Marriage Gratuity

Under the Pension Act, a remarriage gratuity equivalent to the pension payable for one year is paid to the remarried spouse or mother of a deceased pensioner who is receiving a pension. If on the death of her new spouse or on dissolution of her marriage, her pension is reinstated she is required to repay the gratuity.

This can, and often does create hardship in that the death of the subsequent spouse or dissolution of the subsequent marriage may take place many years later and the widow or mother may be in a dependent condition. It would be equitable to institute a time limit so that if death of the subsequent husband or dissolution of marriage takes place more than a stated period after the remarriage gratuity was paid, there be no requirement for repayment. It is suggested that such limitation be five years. The number of such cases is estimated to be no more than five a year.

- 26 -

On estime qu'il pourrait se présenter deux cas par année où une pension pourrait être accordée à une veuve remariée dans les circonstances susmentionnées.

- i) Remboursement de l'assistance sociale provinciale versée durant une période où le pensionné avait droit à une pension, mais avant l'octroi de celle-ci

Il s'écoule toujours un certain temps entre la demande de pension d'invalidité ou de prestations de décès en vertu de la Loi sur les pensions et le moment de l'octroi et du paiement, période qui peut varier d'un mois à cinq ans. Il y a des fois où les requérants déposent une demande et reçoivent l'assistance sociale de la province durant cette période. Lorsque la pension est accordée, elle comprend toujours une période de rétroactivité. En conséquence, les autorités provinciales ont indiqué dans certains cas que l'assistance sociale n'aurait pas été versée si la pension avait été reçue durant cette période et elles ont demandé d'envisager le remboursement de cette aide sociale qui n'aurait pas été accordée si la pension avait été versée durant la période de temps de rétroactivité. A l'heure actuelle, les paiements d'allocation d'anciens combattants effectués avant l'octroi d'une pension ou d'une augmentation de la pension sont remboursés à même la portion rétroactive de la pension. Il n'est pas nécessaire d'obtenir le consentement du pensionné.

La Loi sur les pensions peut être modifiée afin de prévoir le paiement d'assistance sociale versé par une autorité provinciale à même une pension rétroactive ou une augmentation rétroactive de la pension, à condition d'obtenir au préalable le consentement du pensionné. Des paiements de ce genre devraient être faits avant tout autre paiement analogue relativement aux allocations aux anciens combattants. Une telle mesure ne priverait pas le pensionné d'un droit quelconque, mais aiderait à rembourser la province d'une dette probablement assez élevée.

- j) Anomalie relativement au droit à pension des enfants

Le paragraphe 25(3) de la Loi sur les pensions prévoit certaines restrictions à l'égard de prestations relativement à un enfant adopté. Il stipule qu'une pension ne doit pas être versée avant qu'une ordonnance ou un arrêt définitif d'adoption n'ait été rendu et que la rétroactivité des paiements ne doit pas dépasser 12 mois avant la date du certificat d'adoption. La Loi prévoit également que la Commission peut, à sa discrétion, octroyer une pension à l'égard de n'importe quel enfant dont le pensionné doit subvenir aux besoins.

A l'origine, la Loi portait uniquement sur les enfants légitimes. Avec ses modifications législatives apportées au cours des ans, la définition d'un enfant comprend maintenant les enfants légitimes, illégitimes, adoptés, un beau-fils (une belle-fille) ou des enfants placés dans un foyer nourricier.



- 27 -

- 1) Payment of Widow's Pension to a person divorced, judicially separated or separated pursuant to agreement.

The Pension Act provides that a woman who has been divorced, judicially separated or separated pursuant to a written or other agreement from a deceased pensioner is not entitled to widow's pension unless she was awarded alimony or maintenance or was entitled to an allowance under the terms of the agreement, and if she is in a dependent condition.

There are many instances where these women have had to fend for themselves and raise their children and have managed to do so. They are not necessarily in a dependent condition.

Those who are in a dependent condition may be paid the lesser of widow's pension or the amount awarded by the court or established in the separation agreement. It seems unreasonable that the widow who has managed to survive and raise her family be deprived of a widow's pension such as is paid to her counterpart who is dependent.

If the Canadian Pension Commission had the discretion to award widow's pension to such a woman whether or not she was in a dependent condition it would remove a source of discrimination.

- m) Clarification of Intent

There are a number of sections of the Pension Act which make reference to certain benefits if a person is in receipt of pension assessed at 48% or more. The Commission grants many pensions on an aggravation basis, so that a 1/5 aggravation of a disability assessed at 50% would be paid at 10%.

To clarify the intent the Pension Act should be amended to provide that the widow and children of deceased members of the forces are entitled to pension as if he had died on military service if at the time of death of the pensioner he was in receipt of pension at the rate of 48% or more or would have been eligible to be paid pension at that rate had he lived.

- n) Paired Limb or Organ

The Pension Act now provides that if a member of the forces is pensioned for the loss of or permanent loss of use of an organ or limb and he subsequently loses or suffers the impairment of the pair of that organ or limb from any cause whatever, he may be paid 50% of the pension which would have been payable if that subsequent loss or impairment had been incurred as a result of service.

There have been cases where an organ or limb was lost or impaired before the one for which pension is awarded was lost. There is no difference in the

- 28 -

En conséquence, le paragraphe 25(4) donne à la Commission toute l'autorité dont elle a besoin et le paragraphe 25(3) devient superflu, excepté qu'il diminue la période de rétroactivité de la pension pour un enfant adopté, ce qui n'est pas le cas pour un beau-fils (une belle-fille) des enfants illégitimes ou des enfants placés en foyer nourricier.

On devrait songer à abroger le paragraphe 25(3) de la Loi sur les pensions. La Commission aurait alors toute la discrétion voulue pour accorder des pensions à l'égard de n'importe quel enfant dont le pensionné doit subvenir aux besoins, notamment les enfants légitimes, les enfants adoptés, les beaux-fils (belles-filles), les enfants en foyer nourricier et les enfants illégitimes.

k) Remboursement du versement global à l'occasion du mariage

En vertu de la Loi sur les pensions, un versement global équivalent à une année de pension est versé à l'épouse remariée ou à la mère du pensionné décédé qui touchait une pension. Cependant, si au décès de son nouvel époux ou à la dissolution de son mariage, sa pension est rétablie, elle est obligée de rembourser le versement global.

Cette situation peut et a souvent créé des difficultés, car le décès du second mari ou la dissolution du mariage peut survenir plusieurs années par la suite et la veuve ou la mère peut se trouver alors dans un état de dépendance. Il serait plus équitable d'établir une date limite de sorte que si le décès du second mari ou la dissolution du mariage a lieu durant une certaine période après le versement global à l'occasion du remariage, l'intéressé ne serait plus obligé de rembourser. On estime qu'il y aurait seulement cinq cas de ce genre tous les ans.

l) Versement de la pension de veuve à une personne divorcée, judiciairement séparée ou séparée conformément à un accord

La Loi sur les pensions prévoit qu'une femme qui a été divorcée, séparée judiciairement ou séparée aux termes d'une convention écrite ou autre d'un membre des forces décédé, n'a pas droit à une pension à moins qu'une pension alimentaire ne lui ait été accordée ou qu'elle n'ait droit à une allocation en vertu des stipulations de la convention de séparation et si elle se trouve dans un état de dépendance.

Il y a de nombreux cas où des femmes se trouvant dans une telle situation ont dû se débrouiller seules pour élever leurs enfants et elles ont réussi à le faire. Ces femmes ne sont pas nécessairement dans un état de dépendance.

...30



- 29 -

disability suffered by a pensioner whether he suffered the loss or impairment of the pair to the pensioned organ or limb before or after the loss of the pensioned limb.

It would be equitable to remove the requirement that the paired organ or limb be lost or impaired subsequent to that of the primary organ or limb.

o) Right to Sue the Crown

At the present time the Pension Act provides that no action lies against the Crown respecting death or disability where a pension is or may be awarded under the Pension Act or other Act in respect of such disability or death.

There have been cases where under earlier legislation the Commission rejected an application, following which the Crown was successfully sued. Following the successful suit and amended legislation an application for disability pension has again been filed, which, under current legislation and interpretations would be pensionable.

As it was obviously intended that the individual not collect both a judgment against the Crown and a pension for the one death or disability, it would be equitable in those cases where application for pension is successfully made after an award of damages against the Crown has been made or approved by the Courts, the value of the amount of the award should be deducted from any pension awarded.

p) Death Due to Improper Conduct

The Pension Act provides that a pension shall not be awarded when disability or death of a member of the forces was due to improper conduct. An exception may be made when an applicant is in a dependent condition.

Most provincial Workmen's Compensation Acts provide that even in cases of improper conduct, pension should not be withheld from a widow and children.

Such an award should be available to widows and dependent children as a right if normal pension requirements are met and not be determined on a basis of dependency.

q) Dual Pension Responsibility, or Legal Damages in Addition to pensionability

The Pension Act provides that when death or disability for which pension is payable is caused by circumstances which create a legal liability on another person, or for which compensation is payable under Workmen's Compensation or similar legislation, the Commission shall take into account the amount of any award or settlement in accordance with a legislated formula.

- 30 -

Celles qui le sont peuvent recevoir la pension de veuve ou le montant octroyé par la cour ou établi dans la convention de séparation, soit la moins élevée de ces sommes. Il ne semble pas raisonnable que la veuve qui s'est débrouillée pour survivre et élever sa famille soit privée d'une pension de veuve semblable à celle qui est versée à une veuve dans un état de dépendance.

Si la Commission canadienne des pensions avait le pouvoir d'accorder une pension de veuve à une telle femme, qu'elle soit dans un état de dépendance ou non, elle mettrait fin à une source de discrimination.

m) Explication de l'esprit de la Loi

De nombreux articles de la Loi sur les pensions font état de certaines prestations si une personne touche une pension pour une invalidité évaluée à 48 p. 100 ou plus. La Commission accueille un grand nombre de demandes de pension fondées sur une aggravation; par exemple une aggravation de un cinquième d'une invalidité évaluée à 50 p. 100 sera pensionnée au taux de 10 p. 100.

Par souci de clarté, la Loi sur les pensions devrait être modifiée afin de permettre que la veuve et les enfants d'un membre décédé des forces aient droit à une pension si celui-ci est décédé durant son service militaire si, au moment de son décès, le pensionné touchait une pension au taux de 48 p. 100 ou plus ou aurait été admissible à une pension à ce taux s'il avait survécu.

n) Organe ou membre pairs

La Loi sur les pensions prévoit que si un membre des forces touche une pension eu raison de la perte en permanence de l'usage ou de l'amputation de l'un des organes ou membres pairs et que par la suite, il subit la perte ou l'affaiblissement de l'organe ou du membre correspondant pour une raison quelconque, il doit lui être accordé une pension d'un montant égal à 50 p. 100 de la pension qui lui aurait été accordée si la perte ou affaiblissement de cet organe ou membre résultait de son service.

Il y a eu des cas où un organe ou membre a été perdu ou affaibli avant celui pour lequel la pension a été accordée. L'invalidité d'un pensionné demeure la même, qu'il ait subi la perte ou l'affaiblissement de l'autre membre pair de l'organe ou du membre avant ou après celui qui fait l'objet de la pension.

Il serait plus équitable d'annuler l'exigence selon laquelle l'usage de l'autre organe ou membre pair doit être perdu ou affaibli après la perte de l'organe ou du membre correspondant.



- 31 -

The current legislation does not provide for the circumstance where a pensionable disability is increased because of a subsequent industrial or other accident resulting in the payment of Workmen's Compensation or other damages. In such circumstances where additional disability is caused by an outside factor for which additional compensation is payable, it should be made clear that such additional amount payable should also be considered under the current formula when determining the amount of disability pension payable.

r) Authority to Increase or Decrease Pension Based on a Dependent Condition

The Pension Act provides the Canadian Pension Commission with discretionary power to increase certain awards, within stated limits if the recipient is in a dependent condition. In some instances it states that the awards may be continued, increased, decreased or discontinued in relation to the state of dependency. In others the Act provides that such pension may be increased but neglects to make provision for decrease if the state of dependency lessens. Generally, it is considered where the Commission has the authority to award pension based on a state of dependency, it should also have the authority to increase or decrease such an award on the same basis.

The alternatives in all eighteen items above are either:

- i) To take no action and preserve the status quo, or
- ii) Amend the legislation which would have the effect of correcting injustices and anomalies and tidying up the legislation at a relatively minor cost.

FINANCIAL CONSIDERATIONS

1) Payment of Pensions to End of Month in Which Death Occurs

The cost of paying pensions and allowances in all cases to the end of the month in which death occurred, and to allow such monthly payment not paid out to form part of the estate of the deceased pensioner is estimated to be \$50,000 for the balance of 1980-81, and \$100,000 per year for succeeding years.

2) Continuation of Claims for Allowances After Death

The cost of continuing claims for Attendance Allowance, Exceptional Incapacity Allowance and Clothing Allowance after death and making a one time payment of any retroactive award to the surviving dependants is estimated to be \$25,000 for the balance of 1980-81, and \$50,000 a year for subsequent years.

- 32 -

o) Droit de recours contre la Couronne

La Loi sur les pensions prévoit actuellement qu'aucune poursuite ne peut être intentée contre la Couronne en ce qui concerne le décès ou l'invalidité si une pension est ou peut être accordée en vertu de la Loi sur les pensions ou de tout autre loi touchant ce genre d'invalidité ou de décès.

Il y a eu des cas où en vertu des lois appliquées antérieurement, la Commission a rejeté une demande et la Couronne a été poursuivie par la suite avec succès. Après quoi la Loi a été modifiée et une demande de pension d'invalidité déposée une fois de plus. En vertu de la Loi et des interprétations à l'heure actuelle cette demande serait couronnée de succès.

Comme il était évident que l'intention de la Loi était que l'individu ne puisse bénéficier à la fois d'un jugement contre la Couronne et d'une pension à l'égard du décès ou d'une invalidité, il serait équitable dans ces cas où la demande de pension est acceptée après qu'une compensation de dommages contre la Couronne a été accordée ou acceptée par les tribunaux, que la valeur de toute compensation soit déduite de toute pension accordée.

p) Décès causé par un écart de conduite

La Loi sur les pensions prévoit qu'une pension ne doit pas être accordée lorsque l'invalidité ou le décès d'un membre des forces résulte d'un écart de conduite. On peut faire une exception lorsque le requérant est dans un état de dépendance.

La plupart des lois provinciales régissant les accidents du travail prévoient que même dans les cas d'un écart de conduite, on ne doit pas priver la veuve et les enfants d'une pension.

Une telle prestation doit être disponible pour les veuves et les enfants à charge à titre de droit si les exigences normales de pension sont satisfaites et ne sont pas établies sur une base de dépendance.

q) Double pension ou dommages juridiques en plus de l'admissibilité à la pension

La Loi sur les pensions prévoit que lorsque le décès ou une invalidité entraînant l'octroi d'une pension est causé par des circonstances qui créent une obligation légale à une autre personne, ou pour lesquelles une compensation est payable en vertu de la Commission des accidents du travail ou d'une autre loi analogue, la Commission doit tenir compte du montant de chaque compensation ou règlement conformément à une formule adoptée.



- 33 -

3) Consequential Awards

To provide for an award of a disability pension on a consequential basis where the primary condition is no longer pensionable - \$15,000 a year for 1980-1981 and subsequent years.

4) Equality of Status

To provide that the Canadian Pension Commission exercise its discretion, based on dependency, in determining whether the award of pension to a dependent parent should be continued after remarriage or the establishment of a common-law relationship - \$15,000 a year for 1980-81 and subsequent years.

5) Pension "In Lieu of Widow or Spouse"

To provide that pension be payable, at the discretion of the Canadian Pension Commission, to someone in lieu of a widow when pensioner and his spouse both die at or about the same time and a responsible person assumes the household duties and care of surviving children or when a widower or divorced pensioner dies and a responsible person assumes the household duties and care of surviving children.

Similarly, after death of a pensioned widower, to provide pension to someone in lieu of a widow when the pensioner was divorced or when additional pension for a spouse was withheld, and when he maintained an establishment for his children during his lifetime - \$5,000 a year for 1980-81 and subsequent years.

In addition to provide that additional pension be paid to a person in lieu of spouse if the pensioner and his spouse are separated and a competent person assumes the household duties and care of the minor children.

6) Leave Without Pay

To provide that no pension be payable to a member of the forces whose death or disability occurred during a period of absence without leave - saving - \$5,000 a year for 1980-81 and subsequent years.

7) Payment of Additional Pension

To provide that a disability pensioner be paid at single rates if he does not live with or contribute to the support of his spouse or dependent children - saving - \$10,000 a year for 1980-81 and subsequent years.

8) Pensionability of Remarried Widow

To provide that a remarried widow be able to be an applicant after dissolution of her subsequent marriage - \$10,000 a year for 1980-81 and subsequent years.

- 34 -

La Loi actuelle ne prévoit pas de circonstance où une invalidité ouvrant droit à pension est majorée à la suite d'un accident industriel ou autre entraînant le versement d'une indemnité de la Commission des accidents du travail ou d'autres dommages. Dans ces cas où l'invalidité supplémentaire est causée par un facteur extérieur pour lequel une compensation supplémentaire est payable, on doit établir clairement qu'un tel montant supplémentaire payable doit également entrer en ligne de compte en vertu de la formule actuelle pour déterminer le montant de la pension d'invalidité à verser.

r) Autorisation d'augmenter ou de diminuer les pensions basées sur un état de dépendance

La Loi sur les pensions accorde à la Commission canadienne des pensions des pouvoirs discrétionnaires pour augmenter certaines prestations jusqu'à une certaine limite, si le bénéficiaire est dans un état de dépendance. Dans certains cas, la Loi prévoit que les prestations peuvent être maintenues, augmentées, diminuées ou interrompues selon l'état de dépendance du bénéficiaire. En d'autres cas, la Loi prévoit qu'une telle pension peut être augmentée mais oublie d'indiquer que la pension peut être diminuée si l'état de dépendance diminue. D'une manière générale, on estime que si la Commission a l'autorité nécessaire pour accorder des pensions basées sur l'état de dépendance, elle doit également avoir l'autorité pour augmenter ou diminuer ces prestations d'après le même principe.

Pour les 18 articles ci-dessus, la Commission peut:

- i) Ne prendre aucune mesure et maintenir le statu quo, ou
- ii) Modifier la loi, ce qui aura pour effet de corriger les injustices et anomalies et d'épurer la loi à un coût relativement peu élevé.

CONSIDERATION FINANCIERES

1) Versement de la pension jusqu'à la fin du mois de décès

On estime à \$50,000 pour le reste de l'année 1980-1981 et à \$100,000 par an pour les années subséquentes le coût du versement de toutes les pensions et allocations jusqu'à la fin du mois au cours duquel est survenu le décès, et de l'autorisation de verser à la succession du pensionné décédé le montant de tout paiement mensuel de ce genre non effectué.

2) Maintien d'une demande d'allocation après le décès

On estime à \$25,000 pour le reste de l'année 1980-1981 et à \$50,000 par an pour les années subséquentes le coût du maintien des demandes d'allocation pour soins, d'allocation d'incapacité exceptionnelle et d'allocation vestimentaire après le décès, et le versement unique de toute compensation rétroactive aux personnes à charge.



- 35 -

9) Repayment of Marriage Gratuity

To discontinue repayment of marriage gratuity which had been paid five years or more prior to widow's or dependent mother's pension being reinstated would cost an estimated \$20,000 a year.

10) Payment of Widow's Pension to a person divorced, judicially separated or separated pursuant to agreement

To remove the restriction of being in a dependent condition for a divorced or separated widow to be considered eligible for widow's pension. The estimated cost is \$20,000 a year.

11) Paired Limb or Organ

To provide a paired organ or limb benefit when the use of primary organ or limb was lost prior to the impairment of the paired organ or limb would cost an estimated \$3,000 a year.

12) Death Due to Improper Conduct

To provide survivor's benefits despite the fact that death may have been due to improper conduct of the member of the forces. It is estimated that there may be two such cases a year, with an annual cost of about \$20,000.

13) Dual Pension Responsibility, or Legal Damages in Addition To Pensionability

There may be one case a year where a pensioned condition is worsened as a result of a circumstance for which there is a legal liability and third party payment or Workmen's Compensation or similar payment is made in addition to the pension.

Avoiding such a double benefit would save an estimated \$5,000 a year.

14) Authority to Increase or Decrease Pensions Based on a Dependent Condition

It is estimated that there would be a saving of \$5,000 a year if the Commission had authority to decrease pensions where state of dependency is reduced.

There is no cost involved with respect to items (i), (j), (m) and (o) under heading "Background"

The total annual cost of correcting the above inequities, removing discrimination and improving administration is estimated to be \$163,000 in 1980-81 and \$238,000 in succeeding years. The cost of the items listed in this Annex can be met out of current 1980-81 appropriations, and will be absorbed in subsequent years by the normal appropriation for Vote 25 of the Pension Program.

- 36 -

3) Compensation à l'égard d'une invalidité secondaire

On estime à \$15,000 par année pour 1980-1981 et les années subséquentes le coût du versement d'une pension à l'égard d'une invalidité secondaire lorsque la première affection n'ouvre plus droit à une pension

4) Égalité de statut

On estime à \$15,000 par année pour 1980-1981 et les années subséquentes le coût de l'exercice des pouvoirs en vertu desquels la Commission canadienne des pensions peut décider, selon le degré de dépendance, si elle doit ou non poursuivre le versement d'une pension à un parent à charge après son remariage ou après l'union de deux personnes selon le droit commun.

5) Pension "à titre de veuve ou d'épouse"

Autoriser que la pension soit payable, à la discrétion de la Commission canadienne des pensions, à quelqu'un à titre de veuve lorsque le pensionné et son épouse sont décédés à peu près au même moment et qu'une personne compétente assume l'entretien du foyer et le soin des enfants survivants, ou lorsque le veuf ou le pensionné divorcé décède et qu'une personne compétente s'occupe du foyer et des enfants survivants.

On estime à \$5,000 par année pour 1980-1981 et les années subséquentes, dans le cas d'un veuf pensionné décédé, le coût de la pension à quelqu'un à titre de veuve lorsque le pensionné était divorcé ou lorsqu'une pension supplémentaire n'a pas été versée à l'épouse, si il a donné un foyer à ses enfants de son vivant.

En outre, pour accorder la pension supplémentaire qui peut être versée à une personne à titre de conjoint si le pensionné et son épouse sont séparés et qu'une personne compétente s'occupe du foyer et du soin des enfants mineurs.

6) Congé sans solde

On estime à \$5,000 par année pour 1980-1981 et les années subséquentes, le montant des économies réalisées en ne versant pas de pension à un membre des forces dont le décès ou l'invalidité est survenu au cours d'une période d'absence sans autorisation.

7) Supplément de pension

On estime à \$10,000 par année pour 1980-81 et les années subséquentes le montant des économies réalisées en versant à un pensionné invalide une pension au taux de personne célibataire lorsqu'il ne vit pas avec son conjoint ou ses enfants à charge, ou ne contribue pas à leur entretien.



- 37 -

FEDERAL PROVINCIAL RELATIONS CONSIDERATIONS

Apart from item (i) there are no Federal Provincial Implications in any of the issues herein. Item (i) has been included to accommodate a request from the Province of Newfoundland.

INTERDEPARTMENTAL CONSIDERATIONS

These proposals have been discussed at the official level with Treasury Board officials.

RECAPITULATION

The items referred to in the Annex herein are all relatively minor. If the legislation is to be amended with respect to widows and dependent children, the opportunity should be taken to make these other amendments to tidy up the Pension Act and to remove various discriminatory features.

- 38 -

8) Droit à pension d'une veuve remariée

On estime à \$10,000 par année pour 1980-1981 et les années subséquentes, le coût du versement d'une pension à une veuve remariée après la dissolution de son second mariage.

9) Remboursement du versement global à l'occasion du remariage

On estime à \$20,000 par an le fait d'interrompre le remboursement du versement global à l'occasion du remariage qui a été payé cinq ans ou plus avant que la pension de veuve ou de mère à charge ne soit pas rétablie.

10) Païement de la pension de veuve à une personne divorcée, juridiquement séparée ou séparée en vertu d'une entente

On estime à \$20,000 par an le coût d'annulation de la restriction d'être dans un état de dépendance pour une veuve divorcée ou séparée pour qu'elle soit considérée admissible à la pension de veuve.

11) Membre ou organe pair

On estime à \$3,000 par an les prestations pour les organes ou membres pairs lorsque l'usage du membre ou de l'organe correspondant a été perdu avant l'affaiblissement de l'organe ou du membre pair.

12) Décès causé par un écart de conduite

On estime à \$20,000 par an le coût des prestations au survivant dans le cas du décès d'un membre des forces causé par un écart de conduite. Il y aurait deux cas de ce genre tous les ans.

13) Double pension ou dommages juridiques en plus du droit à pension

On peut trouver un cas par an où une affection faisant l'objet d'une pension est aggravée en raison d'une circonstance pour laquelle il existe obligation légale et le versement d'une indemnité par un tiers ou la Commission des accidents du travail ou un paiement analogue est accordé en plus de la pension.

On pourrait économiser \$5,000 par an en évitant une double prestation de ce genre.

14) Autorisation d'augmenter ou de diminuer les pensions basées sur un état de dépendance

On estime qu'on pourrait réaliser des économies de \$5,000 par an si la Commission avait l'autorité de réduire les pensions lorsque l'état de dépendance est diminué.

Il n'y a aucune dépense en jeu en ce qui concerne les articles (i), (j), (m) et (o) sous la rubrique "Historique".



- 39 -

Le coût total annuel qu'il faut envisager pour corriger les injustices énumérées afin d'enrayer la discrimination et d'améliorer l'administration de la loi est évalué à \$163,000 en 1980-1981 et à \$238,000 dans les années suivantes. Le coût des articles énumérés dans le présent annexe peut être payé à même les crédits de 1980-1981 et sera absorbé dans les années suivantes par les affectations normales au crédit 25 du Programme de pension.

#### CONSIDERATIONS SUR LES RELATION FEDERALES-PROVINCIALES

A part l'article (i), il n'y a aucune répercussion sur les relations fédérales - provinciales dans l'une des questions exposées ci-dessus. L'article (i) a été inclus pour répondre à une demande présentée par la Province de Terre-Neuve.

#### CONSIDERATIONS INTERMINISTERIELLES

On a discuté de ces propositions avec les représentants du Conseil du Trésor.

#### RECAPITULATION

Les points mentionnés dans l'annexe sont tous relativement mineurs. Si la loi doit être modifiée en ce qui a trait aux veuves et aux enfants à charge, il faudra profiter de l'occasion pour épurer la Loi sur les pensions et éliminer toute trace de discrimination.





